

"Faut-il bouter les Britanniques hors du Marché commun?" dans Le Nouvel Observateur (27 mars 1982)

Légende: Le 27 mars 1982, l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur critique la politique européenne du Royaume-Uni depuis son entrée, en 1973, dans les Communautés européennes tout en pointant certaines ambiguïtés de ses partenaires européens.

Source: Le Nouvel Observateur. 27.03.1982. Paris. "Faut-il bouter les Britanniques hors du Marché commun?", auteur:Doutrelant, Pierre-Marie.

Copyright: (c) Le Nouvel Observateur, tous droits réservés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/faut_il_bouter_les_britanniques_hors_du_marche_commun_dans_le_nouvel_observateur_27_mars_1982-fr-b5353871-957a-43fc-ba3f-b00f36f2df1a.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Faut-il bouter les Britanniques hors du Marché commun?

Depuis neuf ans, les exigences de la Grande-Bretagne empoisonnent la vie de la Communauté européenne. Mais il n'y a pas qu'un seul mauvais élève dans la classe...

Rêvons: lundi 29 mars au sommet de Bruxelles, Mme Thatcher, avec l'impétuosité primesautière qui la singularise, répéterait sa fameuse formule : « *I want my money back* » (« Je veux retrouver mon argent » - celui de la contribution britannique aux finances communautaires). Et François Mitterrand, dans un demi-sourire aiguisé, répondrait: « *Madame, la Grande-Bretagne reste une île. Le général de Gaulle avait raison. Elle n'a pas sa place parmi nous.* » Et si l'on boutait les Britanniques hors de la Communauté européenne ? Les milieux politiques ont des réactions significatives quand on évoque l'urgence d'une telle mise au piquet.

Il y a la réaction britannique. Victorienne : « *Nous mettre dehors ? Impossible. Mais nous pouvons partir à tout instant.* » La réaction française, essoufflée, du fonctionnaire soumis au harcèlement anglais dans toutes les négociations : « *Je garde le Champagne au frais pour le jour où ils s'en iront.* » La réaction d'un diplomate danois, excédé : « *La vraie menace des Britanniques n'est pas qu'ils sortent mais qu'ils restent.* » La réaction allemande, prosaïque, dans l'entourage du chancelier : « *Quand l'acariâtre Mme Thatcher ne sera plus Premier ministre, ça ira beaucoup mieux. En attendant, faisons le gros dos !* » La réaction virulente des parlementaires gaullistes et des nationalistes irlandais, le 17 février, à l'Assemblée de Strasbourg : « *La vraie question est : faut-il payer pour maintenir l'Angleterre dans le Marché commun ou payer pour qu'elle sorte ?* » Bref, il existe un front contre les prétentions répétées des Britanniques à échapper aux règles communautaires. Même le vénérable « *Times* » en convenait avec amertume dans un récent article. Le journaliste concluait que cependant l'espoir restait permis car la diplomatie de Sa Gracieuse Majesté avait une « solide tradition » dans l'art et la manière de... diviser les pays continentaux.

Le sommet de lundi et mardi débouchera-t-il sur une crise ? Les diplomates se sont arrangés pour éviter un affrontement entre les chefs d'Etat. Faute de pouvoir arriver à un accord sur la contribution britannique, ceux-ci n'en parleront qu'à « demi-mots », le règlement du dossier étant renvoyé devant les ministres des Affaires étrangères le 3 avril. A Paris, ces jours-ci, c'était la veillée d'armes, cent mille paysans entre Nation et Pantin. « *Les Dix n'échapperont pas à une réflexion approfondie sur l'avenir de la Communauté* », disait le ministre des Affaires européennes, André Chandernagor. De l'avis général, la Communauté a besoin de plus qu'un lifting tandis qu'on commémore sa création. Vingt-cinq ans, et elle fait bâiller tout le monde. S'occupe-t-elle des problèmes quotidiens des Européens ? Combat-elle le chômage, l'inflation ? Non, elle doit encore préparer avec zèle un précieux règlement sur l'importation de la corne de zébu.

Jean-François Deniau raconte dans son excellent livre (1) une anecdote exemplaire: Dom Mintoff, le Premier ministre de Malte, était à Bruxelles pour demander des aides pour son île. Il plaidait avec « *une éloquence aussi chaleureuse que subtile* », évoquait « *les contraintes de la géographie, les tentations du Sud, les leçons de l'histoire, les héritages culturels* ». Le président du conseil en exercice lui répondit par deux fois, en invoquant des points de droit, du style : « *le deuxième alinéa de l'article 238, sans préjudice du premier paragraphe de l'article 129...* ». Alors Dom Mintoff, d'une voix « *parfaitement froide* », dit: « *Messieurs, je renonce, vaincu. C'est la première fois de ma vie que je parle à une procédure.* » La Communauté est devenue « le machin » dont les rouages et le jargon n'intéressent plus que l'ethnie dorée des eurocrates. A qui la faute ? La tentation présente est d'accabler la Grande-Bretagne.

« *I want my money back.* » Le problème de la contribution britannique bloque le travail communautaire. Mme Thatcher arrive encore à surprendre les plus avertis tant elle se bat avec acharnement pour en faire le sujet primordial du moment, comme s'il n'y avait pas dix dossiers plus brûlants: le chômage, la flambée du Dollar, la concurrence japonaise... Si elle n'est pas entendue, tempête-t-elle, elle s'opposera à la fixation des prix agricoles et paralysera la machine bruxelloise. « *Le Royaume-Uni est victime d'une discrimination insupportable* », plaide-t-elle. En clair, la Grande-Bretagne verse beaucoup plus d'argent dans la tirelire communautaire qu'elle n'en reçoit de celle-ci. Elle y perd entre cinq et douze milliards de francs par an.

Pourquoi ? Simplifions: premièrement, la Grande-Bretagne contribue beaucoup à la caisse commune. En effet, elle achète encore de grandes quantités de biens en dehors de la C.E.E. et, en conséquence, sorte de

« punition », elle doit verser à celle-ci de nombreux droits de douane perçus sur ses importations extracommunautaires. Deuxièmement: elle reçoit peu d'argent de la caisse commune. En effet, 70 % des aides européennes vont aux agriculteurs; or la Grande-Bretagne n'a que de rares paysans. Elle verse beaucoup, perçoit peu; donc - élémentaire, mon cher Watson - elle est et restera facilement débitrice pendant de longues années, sauf à retenir deux hypothèses: qu'elle achète davantage dans la Communauté et moins à l'extérieur; ou bien qu'elle bénéficie d'un « *mécanisme financier correcteur* », ce que Mme Thatcher demande à cor et à cri.

Seule parmi les neuf autres pays, l'Allemagne est dans la même situation désavantageuse. « *Mais les Allemands sont riches, leurs industries profitait beaucoup du Marché commun, tandis que nous...* », plaident les Britanniques avec une soudaine humilité. L'Allemagne paie aussi quelque dix milliards de francs par an. La France, elle, équilibre ses comptes. Et tous les autres pays sont gagnants, surtout le Bénélux et le Danemark, qui touchait beaucoup en regard de la faiblesse de leurs populations. « *Nous voudrions que les transferts communautaires se fassent dans le sens des pays pauvres, et non l'inverse* », ironise Lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, en oubliant, ironie de l'histoire, que le Royaume-Uni a longtemps prospéré dans des conditions plus injustes sur le dos du Commonwealth.

Voilà neuf ans que le dossier de la contribution britannique empoisonne la Communauté. L'encre du traité d'adhésion était à peine sèche que Harold Wilson, le travailliste à la pipe, exigeait déjà, en 1974, une renégociation du mécanisme financier et de bien d'autres points. Les discussions furent laborieuses, on amenda le mécanisme et, en mars 1975, Wilson pouvait déclarer aux Communes que les objectifs britanniques de renégociation avaient été « *largement sinon totalement atteints* ». Il invitait alors les électeurs à approuver par référendum l'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.E... ce qui fut fait par une majorité « *jamais atteinte* » de 67 %. « *Je dis maintenant à nos partenaires de la Communauté, annonce Wilson, que nous sommes impatientes de continuer de travailler avec eux.* » En fait d'impatience, ce fut bientôt celle de Mme Thatcher qui se manifesta. La Dame de fer s'assit sur toutes les déclarations de ses prédécesseurs et, en 1979, lança son fameux « *I want my money back* ».

Le leadership américain

Cela se passait au sommet de Dublin. D'abord, Giscard fit le faraud. Lui, céder ? Huit mois plus tard, il capitulait sans tambour ni trompette - « *piteusement* », de l'avis même des eurocrates pourtant portés à la conciliation avec les Britanniques. Mme Thatcher obtenait un rabais des deux tiers sur la facture « *probable* » de 1980 et 1981. En fait, les négociateurs britanniques roulèrent si bien les autres que leur pays s'en sortit encore mieux. Tous comptes faits, le Royaume-Uni ne paya que deux milliards de francs en 1980 (au lieu de sept et demi). Et six cents millions en 1981 (au lieu de... treize milliards). Soit une sorte de cadeau de dix-huit milliards en deux ans. Les Neuf n'en étaient pas encore revenus d'avoir été si généreux que Maggie réclamait un nouvel arrangement et, cette fois, valable pour l'éternité. A quoi la France et la majorité des Dix répondent aujourd'hui que la nouvelle réduction à consentir au Royaume-Uni devra être moins importante, de plus dégressive et non reconductible. En fait aux dernières nouvelles Paris transigerait sur la condition de dégressivité. Les Britanniques obtiendraient une compensation pour cinq ans mais d'un montant inférieur aux réductions précédentes. « *La diplomatie française n'est pas vraiment plus ferme sous Mitterrand que sous Giscard* », croyaient pouvoir annoncer les eurocrates de la Commission.

Jean-François Deniau raconte dans son livre une autre anecdote savoureuse. En 1956 se négociait à Val Duchesse, près de Bruxelles, ce qui allait devenir le traité de Rome, pierre angulaire de la Communauté. La Grande-Bretagne avait été invitée aux travaux. Son représentant, qui gardait toujours le silence, finit un jour par lire un petit discours délicieux : « *Messieurs, je regagne Londres. Fonctionnaire sérieux, cela me gêne de perdre mon temps. [...] Le futur traité dont vous parlez n'a aucune chance d'être ratifié; s'il est ratifié, il n'a aucune chance d'être appliqué.* Nota bene: *S'il l'était, il serait d'ailleurs inacceptable pour la Grande-Bretagne. On y parle d'agriculture, ce que nous n'aimons pas, de droits de douane, ce que nous récusons, et d'institutions, ce qui nous fait horreur. Messieurs, au revoir et bonne chance !* »

Vingt-cinq ans après, le Royaume-Uni a-t-il changé de politique ? A-t-il vraiment accepté l'existence de la Communauté ? Ou n'y est-il entré, cheval de Troie américain, que pour la transformer plus vite, selon son

vieux projet, en une zone de libre-échange, résurgence de l'ancienne Association européenne de Libre-Echange (A.E.L.E.) ? Les partenaires de Mme Thatcher sont prêts à réduire la facture anglaise. C'est vrai qu'elle est trop élevée et pour trop d'années; vrai et choquant qu'aujourd'hui l'Angleterre verse autant d'argent dans la tirelire européenne qu'elle en donne... au tiers monde. Des solutions techniques ne manquent pas pour rétablir un meilleur équilibre. Si les Neuf tergiversent encore, c'est qu'ils suspectent la bonne foi britannique.

Tous les experts en conviennent: donner un statut financier particulier à la Grande-Bretagne, aux conditions posées par Mme Thatcher, provoquerait à terme une décomposition de la politique agricole commune, la seule qui coûte mais aussi la seule vraie politique communautaire. Après les Britanniques, les Allemands refuseraient à leur tour de payer. Déjà, ils ont menacé de le faire. Mais si tout le monde réclame son dû, que gardera de « *communautaire* » la politique agricole ? Et si on sacrifie celle-ci, que restera-t-il de l'Europe ? Rien qu'une zone de libre-échange à dix et demain à douze, après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Bref, l'Europe diluée, à l'anglaise.

On pourrait faire dix autres procès au Royaume-Uni. Il importe, sans taxes, du beurre néo-zélandais et du sucre des Caraïbes. Ce privilège augmente, par ricochet, de deux milliards et demi de francs par an le coût de la politique agricole que, dans le même souffle, on combat. Il refuse l'accès de ses zones de pêche aux chalutiers français. Pourtant, ils y ont des droits « *historiques* ». Il n'a jamais proposé de mettre au pot commun son pétrole et son gaz. N'empêche qu'il profite des céréales françaises et du lait hollandais. Surtout, il danse une valse-hésitation lancinante : restera, restera pas ?

Quarante pour cent des Britanniques considèrent toujours que le Marché commun est une « *mauvaise chose* », et seulement vingt-sept pour cent une « *bonne* ». Le parti travailliste annonce même que, s'il gagne les élections, la Grande-Bretagne tirera sa révérence dans un an. « *Les Anglais nous imposent une renégociation permanente. Ne nous prêtons plus à leur jeu, sinon la Communauté ne progressera jamais* », constate un ambassadeur danois.

Ne rêvons pas, on ne boutera pas les Britanniques hors du Marché commun. Le souhaiterait-on qu'on n'en a pas les moyens juridiques. Et quel pays, d'ailleurs, le voudrait ? Il n'existe plus de gouvernement assez « *européen* » pour jouer le grand inquisiteur. Le Royaume-Uni est le cancre de la classe bruxelloise, mais d'autres Etats le talonnent. La France, à l'avant-dernier rang, a une tradition d'oukases nationaux. Sans aller jusqu'à réveiller les mânes du Général et les souvenirs de « *la politique de la chaise vide* », que font les socialistes aujourd'hui ? Ils bloquent les vins italiens. Ils versent cinq milliards de francs d'aides nationales aux agriculteurs. Ils écrivent des directives sur la « *reconquête du marché intérieur* » de la maroquinerie et du meuble. Tous actes contraires aux lois communautaires.

L'« *angélisme* » de Pierre Mauroy

Parlons de l'Italie. Où passent les cinq milliards par an qu'elle touche pour ses productions surréalistes d'huile d'olive et de concentré de tomate ? La Mafia et le trésorier de la Démocratie-chrétienne disent tous les matins: « *Merci Bruxelles!* » La Grèce ? A peine entrée dans la Communauté, elle réclame un statut spécial. Les Pays-Bas ? Ce « *bon élève* » a installé autour de ses ports des « *usines agricoles* » à fabriquer des excédents de lait, lesquels ruinent le budget communautaire. Les Allemands ? Ils n'ont cessé de refuser une politique européenne industrielle et commerciale. Elle apporterait pourtant une réponse aux défis japonais et américains. Mais c'était contraire à leur libéralisme, expliquent-ils, et ça fâcherait l'Oncle Sam. Le chancelier Schmidt ? On l'a souvent entendu grommeler qu'entre Washington et les Neuf sa raison d'homme d'Etat ne balançait guère.

Communauté des égoïsmes européens. Politique du plus petit dénominateur commun. La question britannique n'est que le révélateur de l'embourbement général. Europe des comptes d'apothicaire, passe-moi-le-vin-pour-avoir-le-sucre, ce qui devient insurmontable maintenant qu'on se retrouve à dix. La crise économique a sonné la charge des égoïsmes nationaux. La Communauté est devenue la Babylone de la technocratie. En l'affaire, François Mitterrand a au moins un mérite: il a vite compris qu'il n'y avait pas de bonne réponse technique au chantage de Mme Thatcher, sauf à enliser davantage la Communauté. La

solution ? Faire « *plus d'Europe* », selon un mot de Mauroy. Arrêtons de nouvelles politiques communes, qui, accessoirement, profiteront aux Britanniques plus qu'aux autres, les dédommageant ainsi par la bande de ce qu'ils versent « *en trop* » pour l'agriculture.

A Bruxelles, les eurocrates restent tout ébaubis d'entendre les socialistes français « crier "l'Europe ! l'Europe !" en sautant comme des cabris », selon la célèbre boutade du général de Gaulle. On détestait là-bas la morgue et la suffisance giscardiennes. On s'attendrit du zèle de Mauroy, de Delors, de Chandernagor et « *même de Chevènement* ». Edgard Pisani, l'un des deux commissaires européens de nationalité française, a son explication: « *Le gouvernement Mauroy est d'autant plus européen que cela lui permettra de consacrer son expérience socialiste. On ne lui pardonnerait pas d'être socialiste et jacobin.* » Toujours est-il que, ces jours-ci, André Chandernagor n'a pas eu assez de mots ni trop d'interviews pour commémorer la grandeur du traité de Rome: « *L'Europe est plus nécessaire que jamais.* » Toujours est-il que François Mitterrand s'active pour fonder la relance sur le triangle Bonn-Rome-Paris.

L'Allemagne reste le par aire sans lequel rien ne se fera en Europe. Elle pèse, à elle seule, le tiers de la puissance économique de la Communauté. Lundi, au sommet de Bruxelles, la voix de la France parlera « *haut et fort* » d'une réponse communautaire à la crise. Elle défendra « *l'espace social européen* », l'union sacrée contre le chômage, le front contre le Dollar, la ligue contre la robotique et l'électronique japonaises. « *On se regroupe plus nombreux sous le même parapluie quand il grêle* », dit un conseiller du président.

Rêvons. Lundi, Mme Thatcher écouterait François Mitterrand sans étaler ses comptes de ménagère. Les commissaires européens laisseraient dans leurs tiroirs l'alinéa 28 de l'article 129. Les Dix comprendraient que l'Europe, c'est fait pour le bonheur des Européens. Rêvons. Car, à Bruxelles, quand on évoque ces perspectives, les eurocrates aux commandes du « *machin* » se mordait la langue pour ne pas taxer la France socialiste d'« *angélisme* ».

A écouter leur science, nourrie de tant d'espoirs perdus, il est vrai, rien ne sert « *de vivre avec des rêves* ». La France appelle de nouvelles politiques ? Bravo ! Mais avec quels moyens ? L'agriculture suffit presque à épuiser les fonds communautaires. D'autres politiques impliqueraient que les Etats accordent de nouvelles ressources propres à la Communauté pour qu'elle puisse mener ces actions. Une sorte d'impôt communautaire pour faire « *plus d'Europe* ». Quel gouvernement est prêt à le décider ? Et quel peuple disposé à le verser ?

Cependant, une idée continue à faire du chemin: il faudra bien, un jour, aboutir à « *deux Europe en une* ».

D'une part, celle des Douze, espace de libre-échange à l'anglaise, avec, comme liant, fort peu de disciplines et encore moins de politiques communes. Et d'autre part, à l'intérieur de cette Europe-gigogne, un noyau dur, la communauté des pays qui acceptent « *d'aller ensemble plus vite et plus loin* », suivant la vieille idée de Jean Monnet. La Grande-Bretagne compterait alors parmi les Douze. Mais elle refuserait, certes, d'aller « *plus loin* », aux côtés des intégrationnistes, comme elle a déjà refusé d'adhérer au S.M.E. (Système monétaire européen), qui fonctionne précisément suivant le modèle de la « *Communauté à deux vitesses* ». Sans doute est-ce la solution: les Britanniques se bouderaient d'eux-mêmes non pas dehors mais à côté.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT